



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.598/2
du 12 février 2021

advies 68.598/2
van 12 februari 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
1^{er} septembre 2016 exécutant le
chapitre V : Les comptes,
coffres et contrats d'assurances
dormants, de la loi du
24 juillet 2008 portant des
dispositions diverses (I)'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
1 september 2016 tot
uitvoering van hoofdstuk V:
De slapende rekeningen, safes
en
verzekeringsovereenkomsten,
van de wet van 24 juli 2008
houdende diverse
bepalingen (I)'

Le 23 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016 exécutant le chapitre V : Les comptes, coffres et contrats d'assurances dormants, de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I)'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 février 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 février 2021.

*

Op 23 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2016 tot uitvoering van hoofdstuk V: De slapende rekeningen, safes en verzekeringsovereenkomsten, van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I)'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 februari 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

L'article 6 du projet à l'examen entend abroger l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016 'exécutant le chapitre V : Les comptes, coffres et contrats d'assurances dormants, de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I)' au motif que l'article 38, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)' sera abrogé par l'avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses', qui a fait l'objet de l'avis n° 68.577/2 donné le 9 février 2021. C'est donc la version future de l'article 38 de la loi précitée que l'article 6 du projet entend mettre en œuvre.

L'article 10, 4^o, du projet à l'examen entend quant à lui charger les établissements loueurs de l'organisation de la reprise des enveloppes scellées non conformes à leurs frais, au motif que l'avant-projet de loi précité, qui a fait l'objet de l'avis n° 68.577/2, abroge l'obligation de renvoi des enveloppes scellées non conformes aux établissements loueurs par le service public fédéral compétent mentionné à l'article 32/1, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5, de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)' ¹. C'est donc la version future de l'article 32/1, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5, de la loi précitée que l'article 10, 4^o, du projet entend mettre en œuvre.

Ainsi que l'expose le *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*,

« [é]tant donné que le pouvoir exécutif ne peut jamais présumer ce que le législateur décidera, l'acte législatif qui sert de fondement juridique à un projet d'arrêté royal [...] doit avoir été sanctionné ou à tout le moins avoir été voté. Pour cette raison, il n'est pas possible de soumettre à l'avis de la section de législation un projet d'arrêté d'exécution en même temps que l'avant-projet législatif qui lui sert de fondement juridique » ².

Par conséquent, la demande d'avis est prématurée en ce qui concerne l'article 6 du projet et elle est irrecevable sur ce point.

Il en va de même pour l'article 10, 4^o, en ce qu'il charge les établissements loueurs d'organiser à leurs frais la reprise des enveloppes scellées non conformes.

¹ Ceci a été confirmé par le délégué du Ministre, interrogé sur ce point. Il a aussi convenu que la disposition en projet à l'article 10, 4^o, trouverait mieux sa place au sein de l'article 14 en projet (article 11 du projet). Ceci ne pourra être envisagé que si l'obligation de renvoi des enveloppes scellées non conformes aux établissements loueurs par le service public fédéral compétent mentionné à l'article 32/1, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5, de la loi du 24 juillet 2008 est abrogée, conformément à ce qu'envisage l'avant-projet de loi ayant fait l'objet de l'avis n° 68.577/2.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 249.1.c).

L'examen porte dès lors sur les autres dispositions du projet d'arrêté.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet à l'examen entend notamment modifier les conditions d'accès aux registres visés aux articles 30 (le « registre des comptes dormants »), 32/2 (le « registre des coffres dormants ») et 40 (le « registre des contrats d'assurance dormants ») de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)'.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée sont soumis au respect d'un principe de légalité.

Ainsi que l'a rappelé la section de législation dans son avis n° 66.830/2 donné le 13 janvier 2020,

« [L]a jurisprudence de la section de législation du Conseil d'État, en écho à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, a connu une importante évolution, tendant à consolider les garanties matérielles fournies par l'article 22 de la Constitution en matière de droit au respect de la vie privée par une exigence renforcée de respect du principe de légalité formelle contenue dans cette disposition.

C'est principalement à l'occasion de l'adoption des législations tendant à exécuter le RGPD³ et à transposer la directive n° 2016/680⁴, spécialement par la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' et par la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE', que cette jurisprudence s'est affirmée.

Ainsi, dans son avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur l'avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018, la section de législation a énoncé ce qui suit en ce qui concerne la détermination constitutionnelle de celui des trois pouvoirs pouvant prévoir des ingérences dans le droit au respect de la vie privée :

'En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au

³ Note de bas de page n° 11 de l'avis cité : Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

⁴ Note de bas de page n° 12 de l'avis cité : Directive n° 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil'.

principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur' ⁵.

Ces considérations se situent dans la ligne de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle en la matière. En témoigne par exemple le considérant B.44.1 de son arrêt n° 49/2019 du 4 avril 2019, rédigé comme suit :

‘B.44.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout justiciable qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur' » ⁶.

Le législateur est ainsi tenu de définir à tout le moins les éléments essentiels suivants : les finalités du traitement, les catégories de données susceptibles de faire l'objet du traitement, le responsable du traitement, le mode de collecte des données à caractère personnel traitées, les personnes qui y ont accès ainsi que la durée de conservation des données traitées ⁷.

Eu égard aux exigences qui viennent d'être rappelées, il appartient à l'auteur du projet d'être attentif à cette importante évolution de l'appréciation du cadre constitutionnel tenant aux conditions plus restrictives dans lesquelles, compte tenu du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution, des délégations au Roi seraient admises.

En l'espèce, les dispositions précitées de la loi du 24 juillet 2008 ‘portant des dispositions diverses (I)’ se limitent à créer les trois registres devant être tenus par la Caisse des Dépôts et Consignations et à en réserver l'accès aux personnes justifiant d'un intérêt légitime. Elles habilitent pour le surplus le Roi à définir les conditions d'accès à ces registres.

Par conséquent, il conviendrait de compléter la loi du 24 juillet 2008 ‘portant des dispositions diverses (I)’ afin d'y définir les finalités du traitement, les catégories de données susceptibles de faire l'objet du traitement ainsi que leur mode de collecte, le responsable du traitement ⁸ et la durée de conservation des données traitées.

⁵ Note de bas de page n° 13 de l'avis cité : Avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur l'avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018, observation générale A, 2.2 (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3126/1, p. 405, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf>) ; c'est également ainsi que s'exprime l'avis n° 63.202/2 donné le 28 avril 2018 sur l'avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 dans son observation générale A, 2.2 (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/1, pp. 121 et 122, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

⁶ Avis n° 66.830/2 donné le 13 janvier 2020 sur un avant-projet devenu l'arrêté royal du 18 mars 2020 ‘portant l'introduction de la Banque des actes notariés’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66830.pdf>.

⁷ Avis n° 64.879/4 donné le 4 février 2019 sur un projet devenu le décret du 2 mai 2019 ‘modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé’ (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2018-2019, n° 1332, pp. 25 à 35, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64879.pdf>). Dans le même sens, voir l'avis précité n° 66.830/2 donné le 13 janvier 2020 sur un avant-projet devenu l'arrêté royal du 18 mars 2020 ‘portant l'introduction de la Banque des actes notariés’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66830.pdf>.

⁸ Le responsable du traitement est actuellement défini à l'article 16 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016.

Afin d'assurer le respect intégral du principe de légalité déduit de l'article 22 de la Constitution, ce qui contribuera en outre à assurer la sécurité juridique, il s'indiquera, parallèlement à l'adoption de l'arrêté en projet, de compléter l'arsenal législatif applicable aux registres pour rencontrer les difficultés mises en lumière ci-avant.

C'est sous cette importante réserve que les observations qui suivent sont émises.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Comme explicité plus haut, le projet implique le traitement de données à caractère personnel relevant du droit au respect de la vie privée.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', impose de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée par la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a indiqué que l'avis de l'Autorité de protection des données n'avait pas été sollicité.

L'auteur du projet veillera par conséquent à l'accomplissement de cette formalité.

Au cas où la prise en compte de cet avis amènerait l'auteur du projet à revoir celui-ci sur des points différents de ceux faisant l'objet du présent avis, il devrait en saisir à nouveau la section de législation.

Le rapport au Roi devra en tout état de cause être adapté pour indiquer la manière dont il aura été tenu compte de l'avis de l'Autorité de protection des données.

Le préambule sera complété par la mention de l'accomplissement de cette formalité obligatoire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 2 sera complété par la mention des articles 31, alinéa 2, 32, § 2, alinéas 1^{er} et 3, et 32/1, § 1^{er}, alinéa 5, ces dispositions constituant également le fondement juridique du projet à l'examen.
2. Au même alinéa 2, il convient de viser plus précisément au titre de fondement juridique du projet :
 - l'article 28, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, § 2 et § 3, alinéa 4 ;
 - l'article 38, alinéa 5⁹ ;
 - et l'article 40, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)'.

DISPOSITIF

Article 2

1. À l'article 4, § 1^{er}, en projet, les mots et signe de ponctuation « alinéa 1^{er}, » seront insérés entre les mots « et 28, § 3, » et les mots « de la loi, ».
2. Dans la version néerlandaise du projet, les subdivisions numérotées d'un arrêté ou d'une loi doivent être identifiées en utilisant des chiffres cardinaux et non des chiffres ordinaux. On écrira donc, par exemple, « eerste lid » au lieu de « lid 1 ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 4

1. Dans la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots et signes de ponctuation « l'article 28, alinéa 1^{er}, » par les mots et signes de ponctuation « l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ».
2. Interrogé quant à la portée des mots « au minimum », le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« La [Caisse des Dépôts et Consignations] est en train de changer ses applications informatiques. L'application actuelle prévoit le transfert de plus de données alors que la nouvelle application ne requiert que les données minimum. Pour ne pas modifier les mécanismes déjà mis en place par les banques en attendant le lancement de la nouvelle

⁹ Les mots « modifié en dernier lieu par la loi du 2 mai 2019 » seront par conséquent omis.

application, les banques peuvent transmettre des données supplémentaires. Lorsque la nouvelle application sera en place, les données supplémentaires ne seront plus nécessaires ».

Compte tenu des principes de pertinence et de proportionnalité inhérents au droit au respect de la vie privée lorsque des données à caractère personnel sont traitées, les mots « au minimum » seront omis dès lors que seules les données visées aux 1^o à 3^o doivent en réalité être transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La même observation vaut pour l'article 5.

Article 5

1. Les mots et signe de ponctuation « alinéa 1^{er}, » seront insérés entre les mots et signes de ponctuation « article 32, § 2, » et les mots « de la loi ».

2. Au 3^o, la notion d'« identification du coffre dormant » gagnerait à être précisée : s'agit-il uniquement du code d'identification du coffre ou, comme dans l'actuel article 8, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016, « notamment la référence du procès-verbal d'ouverture du coffre ou du document qui en tient lieu, la date à laquelle le coffre est devenu dormant, la date de l'ouverture du coffre, le code d'identification du coffre et des enveloppes scellées du coffre » ?

3. À l'article 8, alinéa 2, en projet, les mots « et pour lequel aucune donnée utile du titulaire n'est disponible » seront insérés entre les mots « pas identifiable » et les mots et signe de ponctuation « , peuvent être transférés » pour se conformer à l'article 32/1, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)'.

Il est vrai que l'article 350, 3^o, de l'avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses', qui a fait l'objet de l'avis n° 68.577/2 donné le 9 février 2021, tend à abroger les mots « et pour lequel aucune donnée utile du titulaire n'est disponible » à l'article 32/1, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 2008. Le projet ne peut toutefois procurer une exécution à cette modification législative envisagée tant qu'elle n'a pas été adoptée. Il est renvoyé sur ce point à l'observation formulée plus haut sur la recevabilité de la présente demande d'avis.

4. L'article 8, alinéa 2, en projet, prévoit que les enveloppes scellées des avoirs des coffres dont le titulaire n'est pas identifiable « peuvent être transférées au nom de la Caisse ».

Interrogé quant à la portée de l'article 8, alinéa 2, en projet, spécialement sur la question de savoir si ce transfert au nom de la Caisse des Dépôts et Consignations est une simple faculté, le délégué du Ministre a répondu que

« [l]es enveloppes seront dans ce cas-là systématiquement transférées au nom de la Caisse. Le mot 'peuvent' peut être remplacé par le mot 'sont' ».

La disposition sera par conséquent revue en ce sens. Dans la version française, ce sont toutefois les mots « peuvent être » qui doivent être remplacés par le verbe « sont ».

Article 7

1. Au 1^o, les mots « Art. 10. » seront omis.
2. Interrogé quant à la *ratio legis* du 3^o, le délégué du Ministre a précisé que
« [l]es titres et les devises ne sont plus transmis à la [Caisse des Dépôts et Consignations] (art. 28, § 2 de la loi) ».

Cette précision gagnerait à figurer dans le commentaire de l'article 5.

3. La numérotation sera revue, le 2^o faisant défaut.
4. Au 4^o de la version française, compte tenu de ce qu'il y a le verbe « peut » entre les mots « la Caisse » et les mots « imposer des instructions » dans le texte actuel de l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016, il y a lieu d'écrire que, dans cette disposition, le verbe « peut » est remplacé par le membre de phrase en projet.

Article 9

Interrogé quant aux motifs justifiant l'abrogation de l'obligation de restitution du contenu du coffre, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Le contenu du coffre est vendu par le service public fédéral compétent (Finshop) (art. 32/1, § 1^{er}, al. 2, de la loi). Il n'y a donc plus lieu à restituer le contenu du coffre à l'ayant droit ».

Cette précision gagnerait à figurer dans le commentaire de l'article 9.

Article 12

Interrogé quant aux motifs justifiant l'article 12, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Dans [l]a version actuelle [de l'article 15], il n'est pas possible de transférer les espèces trouvées dans un coffre dormant à la [Caisse des Dépôts et Consignations] en même temps que le contenu du coffre est transféré à Finshop (en vue de transférer la contre-valeur à la [Caisse des Dépôts et Consignations]).

En effet, il n'est pas précisé que le compte visé à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 5[,] est un compte dormant. En conséquence, lors de l'inscription des espèces sur ce compte, il faut attendre que le compte devienne dormant pour transférer les espèces à la [Caisse des Dépôts et Consignations], soit cinq ans.

Or, l'intention du législateur est de transférer toute la contre-valeur d'un coffre à la [Caisse des Dépôts et Consignations] en même temps (à tout le moins dans un temps rapproché) pour que l'ayant-droit aie tous ses avoirs dormants rassemblés à un seul endroit (la [Caisse des Dépôts et Consignations]).

[...] [A]près votre interpellation, il apparaît toutefois que l'article 12 du projet (art. 15 de l'AR du 1/09/2016) n'est pas cohérent avec l'article 32 de la loi. En effet, une banque peut ouvrir un coffre avant qu'il ne soit dormant (par exemple, après une année de loyers impayés). Le cas échéant, en vertu de l'article 32 de la loi, les espèces devront être inscrites sur un compte mais ne pourront pas être transférées à la [Caisse des Dépôts et Consignations].

En conséquence, l'article 12 du projet (art. 15 de l'AR du 1/09/2016) peut être reformulé comme suit :

‘Le compte visé à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 5, 1^o, de la loi est immédiatement considéré comme un compte dormant lorsque le coffre dont les espèces sont issues est devenu dormant. Ce compte est transféré, dans le mois qui suit, à la Caisse conformément à l'article 28 de la loi sans qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle recherche au sens de l'article 26 de la loi' ».

Par ailleurs, tel qu'il est formulé, l'article 15 en projet ne précise plus sur quel compte les espèces peuvent être inscrites (contrairement à l'actuel article 15 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016).

Interrogé également à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Il y a lieu effectivement de maintenir la disposition qui précise sur quel compte les espèces peuvent être inscrites. Le projet vise uniquement à préciser que ce compte est immédiatement considéré comme un compte dormant lorsque le coffre dont les espèces sont issues est devenu dormant ».

Au vu des réponses du délégué, l'article 12 sera par conséquent revu afin, d'une part, de préciser sur quel compte les espèces peuvent être inscrites et, d'autre part, de lever toute contradiction avec l'article 32 de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)'.

Article 13

1. Dans le texte français de l'article 15/1, alinéa 1^{er}, en projet, le mot « fédéral » sera inséré entre le mot « public » et le mot « compétent ».
2. L'auteur du projet à l'examen veillera à la concordance des versions linguistiques de la première phrase de l'article 15/1, alinéa 2, en projet.

Article 15

1. L'article 15 ne définit pas les modalités d'accès aux registres.

Le commentaire de l'article précise à cet égard ce qui suit :

« Les communications entre les citoyens et la Caisse s'effectuent conformément à la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les citoyens peuvent vérifier s'ils ont des avoirs dormants à leur nom, grâce à l'application MyMinFin. L'identification du citoyen via cette application garantit une identification certaine. L'application développée par la Caisse reconnaîtra immédiatement si un avoir dormant est enregistré sous le numéro de registre national introduit par le citoyen ».

Il en va de même concernant les demandes de recherches pour vérifier si un avoir dormant est enregistré au nom d'un tiers, le commentaire de l'article précisant que la demande s'effectuera aussi dans ce cas via l'application MyMinFin.

L'article 6 de la loi du 11 juillet 2018 prévoit l'utilisation d'une application électronique applicable à la consignation des biens et aux demandes de restitution. Elle ne vise donc pas l'accès aux registres pour vérifier si un avoir dormant est enregistré à son nom.

L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi précise par ailleurs ce qui suit :

« Tout échange d'informations entre la Caisse des Dépôts et Consignations et les citoyens et personnes morales de nature à produire des effets de droit est effectué par voie électronique. À cette fin, la Caisse des Dépôts et Consignations met à disposition des citoyens et personnes morales, via une plate-forme électronique sécurisée, les services électroniques nécessaires ».

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« L'idée derrière l'article 15 du projet est que la consultation et l'accès aux registres se font comme un échange d'information entre l'utilisateur et la CDC, même s'il n'est pas de nature à produire des effets de droit. Il doit se faire également, de préférence, par voie électronique ».

Au vu de la réponse du délégué, il s'indiquera par conséquent, en parallèle de l'adoption de l'arrêté en projet, de compléter l'article 7 de la loi du 11 juillet 2018 afin d'y inclure la consultation des registres dans l'hypothèse où celle-ci n'est pas de nature à produire des effets de droit. Ce n'est qu'à la condition que pareil complément ait été apporté à l'arsenal législatif que l'article 15 du projet est admissible.

2. L'article 17, alinéa 1^{er}, en projet entend permettre à toute personne d'accéder directement aux registres pour vérifier si un avoir dormant est enregistré à son nom et ne prévoit plus la possibilité de demander à la Caisse des Dépôts et Consignations d'effectuer pour son compte pareilles recherches.

Il convient par conséquent d'adapter l'article 20, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016 en ce sens.

Par ailleurs, à l'instar de ce que prévoit l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016, que l'article 16, 3°, du projet à l'examen entend abroger, l'article 17 en projet doit être complété afin de déterminer avec précision les données des registres auxquelles ont accès les personnes justifiant d'un intérêt légitime et qui demandent à la Caisse des Dépôts et Consignations d'effectuer des recherches à propos d'avoirs dormants enregistrés au nom de tiers.

2. L'article 17, alinéa 2, en projet doit être complété en vue de fixer les règles permettant le contrôle de l'intérêt légitime (dès lors que l'article 16, 2°, du projet à l'examen entend abroger l'article 19 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016).

3. De l'accord du délégué du Ministre, dans le texte néerlandais, les mots « *ter beschikking is gesteld* » seront chaque fois omis.

Article 17

Tel qu'il est rédigé, l'article 17 manque de clarté.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 30 actuel de l'AR du 1^{er} septembre 2016 dispose que *'l'article 8, alinéa 2, cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2020'*.

L'article 8, al. 2 actuel de l'AR du 1^{er} septembre 2016 dispose que *'En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2° les enveloppes scellées des avoirs de coffres anciens dont le titulaire n'est pas identifiable et pour lesquels aucune donnée du titulaire n'est disponible, peuvent être transférés au nom de la Caisse'*.

Les banques n'ont jamais exécuté cet alinéa.

Notre intention est de remplacer l'article 8, al. 2 pour préciser que les coffres, tant 'anciens' que les coffres 'nouveaux', dont le titulaire n'est pas identifiable peuvent être transférés au nom de la Caisse.

Il faut donc que l'article 8, al. 2, soit à nouveau en vigueur malgré le fait qu'il ait cessé d'être en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Il s'agit un problème légistique pour lequel la réponse n'a pas été trouvée dans le manuel ».

Au vu de la réponse du délégué, il conviendrait de prévoir non pas le remplacement mais l'abrogation de l'article 30 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016, l'article 8, alinéa 2, nouveau de cet arrêté, dans sa version issue de l'article 5 du projet, trouvant alors sa pleine application dès l'entrée en vigueur simultanée de l'article 17 du projet, abrogeant l'article 30 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2016, et de l'article 5 du projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

Artikel 6 van het voorliggende ontwerp strekt tot de opheffing van artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 1 september 2016 ‘tot uitvoering van hoofdstuk V : slapende rekeningen, safes en verzekeringsovereenkomsten van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I)’ omdat artikel 38, eerste lid, 2°, van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’ opgeheven zal worden bij het voorontwerp van wet ‘houdende diverse financiële bepalingen’ waarover op 9 februari 2021 advies 68.577/2 uitgebracht is. Artikel 6 van het ontwerp strekt dus tot uitvoering van de toekomstige versie van artikel 38 van de voornoemde wet.

Artikel 10, 4°, van het voorliggende ontwerp strekt er zijnerzijds toe de instellingen-verhuurders te belasten met het op hun kosten regelen van de terugneming van de niet-conform verzegelde omslagen omdat het voornoemde voorontwerp van wet, waarover advies 68.577/2 gegeven is, de verplichting opheft om de niet-conform verzegelde omslagen terug te laten sturen naar de instellingen-verhuurders door de bevoegde federale overheidsdienst die is vermeld in artikel 32/1, § 1, eerste en vijfde lid, van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’¹. Artikel 10, 4°, van het ontwerp strekt dus tot uitvoering van de toekomstige versie van artikel 32/1, § 1, eerste en vijfde lid, van de voormelde wet.

In de *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten* wordt het volgende gesteld:

“Aangezien de uitvoerende macht nooit van tevoren kan weten wat de wetgever zal beslissen, moet de wetgevende tekst die de rechtsgrond vormt van een ontwerp van koninklijk besluit (...) bekrachtigd zijn, of op zijn minst aangenomen. Om die reden is het niet mogelijk om een ontwerp van uitvoeringsbesluit samen met het voorontwerp van wetgevende tekst dat daarvan de rechtsgrond vormt, voor advies aan de afdeling wetgeving voor te leggen.”²

¹ De gemachtigde van de minister heeft dit bevestigd naar aanleiding van een vraag in dat verband. Hij is het er ook mee eens dat de in artikel 10, 4°, ontworpen bepaling beter zou passen binnen het ontworpen artikel 14 (artikel 11 van het ontwerp). Dit kan alleen overwogen worden indien de verplichting tot terugzending van de niet-conforme verzegelde omslagen naar de instellingen-verhuurders door de bevoegde federale overheidsdienst zoals bedoeld in artikel 32/1, § 1, eerste en vijfde lid, van de wet van 24 juli 2008 opgeheven wordt, overeenkomstig hetgeen overwogen wordt met het voorontwerp van wet dat het voorwerp uitmaakt van advies 68.577/2

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 249.1, c).

De adviesaanvraag is bijgevolg voorbarig voor wat betreft artikel 6 van het ontwerp en is op dat punt onontvankelijk.

Hetzelfde geldt voor artikel 10, 4°, in zoverre het de instellingen-verhuurders belast met het op haar kosten regelen van de terugneming van de niet-conforme verzegelde omslagen.

Het onderzoek heeft dan ook betrekking op de andere bepalingen van het ontwerpbesluit.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt inzonderheid tot wijziging van de voorwaarden voor toegang tot de registers bedoeld in de artikelen 30 (het “register van de slapende rekeningen”), 32/2 (het “register van de slapende safes”) en 40 (het “register van de slapende verzekeringsovereenkomsten”) van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’.

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd.

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 66.830/2 van 13 januari 2020 opgemerkt dat

“de adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in navolging van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof een grote evolutie [heeft] doorgemaakt waarbij ernaar gestreefd wordt de materiële waarborgen die geboden worden door artikel 22 van de Grondwet inzake het recht op eerbiediging van het privéleven te consolideren door strenger te zijn op het stuk van de eerbiediging van het formeel wettelijkheidsbeginsel dat in die bepaling verankerd is.

Die adviespraktijk is er voornamelijk gekomen naar aanleiding van de wetgeving tot uitvoering van de AVG³ en tot omzetting van richtlijn 2016/680⁴, in het bijzonder de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ en de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’.

³ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

⁴ Voetnoot 12 van het geciteerde advies: Richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad’.

Zo heeft de afdeling Wetgeving in haar advies 63.192/2, op 19 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018, het volgende gesteld in verband met het feit dat de Grondwet bepaalt welke van de drie machten in een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven kan voorzien:

‘Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.’⁵

Die overwegingen liggen in de lijn van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof ter zake. Dat blijkt bijvoorbeeld uit overweging B.44.1 van arrest 49/2019 van het Grondwettelijk Hof van 4 april 2019:

‘B.44.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke rechtsonderhorige dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld’.’⁶

De wetgever is aldus verplicht om minstens de volgende essentiële elementen te definiëren: de doeleinden van de verwerking, de categorieën van gegevens die voor verwerking in aanmerking komen, de verwerkingsverantwoordelijke, de wijze waarop de verwerkte persoonsgegevens verzameld worden, de personen die er toegang toe hebben en de bewaartermijn van de verwerkte gegevens.⁷

Gelet op de vereisten waarop zonet gewezen werd, dient de steller van het ontwerp aandacht te hebben voor die belangrijke evolutie in de beoordeling van het grondwettelijke kader waarbij, rekening houdend met het legaliteitsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet,

⁵ Voetnoot 13 van het geciteerde advies: Advies 63.192/2, op 19 april 2018 gegeven over het voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018, algemene opmerking A, 2.2 (*Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3126/001, 405, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf>); hetzelfde wordt ook gezegd in algemene opmerking A, 2.2, van advies 63.202/2, op 28 april 2018 gegeven over het voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 5 september 2018 (*Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3185/1, 121-122, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>).

⁶ Advies 66.830/2, op 13 januari 2020 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 maart 2020 ‘houdende de invoering van de Notariële Aktebank’ <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/66830.pdf>.

⁷ Advies 64.879/4, op 4 februari 2019 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 2 mei 2019 ‘modifiant le Code wallon de l’action sociale et de la santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé’ (*Parl.St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1332, 25 tot 35, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/64879.pdf>). Zie in dezelfde zin het voornoemde advies 66.830/2, op 13 januari 2020 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 maart 2020 ‘houdende de invoering van de Notariële Aktebank’, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/66830.pdf>.

striktere voorwaarden gehanteerd worden om uit te maken of machtigingen die verleend worden aan de Koning aanvaardbaar zijn.

In casu beperken de voornoemde bepalingen van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’ zich ertoe de drie registers die de Deposito- en Consignatiekas moet bijhouden, op te stellen en de toegang tot die registers voor te behouden aan de personen die doen blijken van een rechtmatig belang. Voor het overige machtigen ze de Koning om de toegangsvoorwaarden tot die registers te bepalen.

Bijgevolg zou de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’ aangevuld moeten worden met de definitie van de doelenden van de verwerking, de gegevenscategorieën die voor verwerking in aanmerking komen en de wijze waarop die gegevens verzameld worden, de verantwoordelijke voor de verwerking⁸ en de bewaartermijn van de verwerkte gegevens.

Om het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit, volledig in acht te nemen, wat bovendien de rechtszekerheid ten goede zal komen, verdient het aanbeveling om gelijktijdig met de vaststelling van het ontworpen besluit het wetgevende instrumentarium aan te vullen dat op de registers toepasselijk is, zodat de moeilijkheden die hierboven onder de aandacht zijn gebracht, kunnen worden verholpen.

De hiernavolgende opmerkingen worden dan ook onder dat belangrijke voorbehoud gemaakt.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Zoals hierboven verduidelijkt is, impliceert het ontwerp de verwerking van persoonsgegevens die vallen onder het recht op eerbiediging van het privéleven.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de aanhef ervan en met artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

⁸ De verantwoordelijke voor de verwerking is momenteel gedefinieerd in artikel 16 van het koninklijk besluit van 1 september 2016.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat de Gegevensbeschermingsautoriteit niet om advies werd verzocht.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

De steller van het ontwerp zou de afdeling Wetgeving opnieuw moeten adiëren ingeval de inaanmerkingneming van dat advies hem ertoe zou brengen het ontwerp op andere punten te herzien dan die welke besproken worden in dit advies.

Het verslag aan de Koning zal hoe dan ook aldus aangepast moeten worden dat aangegeven wordt op welke wijze rekening gehouden is met het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De aanhef moet worden aangevuld met de vermelding van de vervulling van dat verplicht vormvereiste.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het tweede lid moet worden aangevuld met de vermelding van de artikelen 31, tweede lid, 32, § 2, eerste en derde lid, en 32/1, § 1, vijfde lid, aangezien die bepalingen eveneens deel uitmaken van de rechtsgrond van het voorliggende ontwerp.

2. In hetzelfde tweede lid dient bij wijze van rechtsgrond voor het ontwerp meer in het bijzonder te worden verwezen naar:

– artikel 28, § 1, eerste en derde lid, § 2 en § 3, vierde lid;

– artikel 38, vijfde lid;⁹

– en artikel 40, tweede lid, van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’.

⁹ De woorden “laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019” dienen bijgevolg te vervallen.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In het ontworpen artikel 4, § 1, moeten de woorden en het leesteken “eerste lid,” worden ingevoegd tussen de woorden “en 28, § 3,” en de woorden “van de wet,”.
2. In de Nederlandse tekst van het ontwerp dienen de genummerde onderdelen van een besluit of een wet aangeduid te worden met een rangtelwoord en niet met een hoofdtelwoord (men schrijve dus bijvoorbeeld “eerste lid” en niet “lid 1”).

Die opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 4

1. In de inleidende zin van het eerste lid dienen de woorden en leestekens “artikel 28, lid 1,” te worden vervangen door de woorden en leestekens “artikel 28, § 1, eerste lid,”.
2. Op de vraag in verband met de strekking van de woorden “ten minste” heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting verstrekt:

“La [Caisse des Dépôts et Consignations] est en train de changer ses applications informatiques. L'application actuelle prévoit le transfert de plus de données alors que la nouvelle application ne requiert que les données minimum. Pour ne pas modifier les mécanismes déjà mis en place par les banques en attendant le lancement de la nouvelle application, les banques peuvent transmettre des données supplémentaires. Lorsque la nouvelle application sera en place, les données supplémentaires ne seront plus nécessaires.”

Rekening houdend met het relevantiebeginsel en het proportionaliteitsbeginsel die inherent zijn aan het recht op eerbiediging van het privéleven bij het verwerken van persoonsgegevens, dienen de woorden “ten minste” te vervallen aangezien in feite alleen de gegevens bedoeld in de punten 1° tot 3° moeten worden overgedragen aan de Deposito- en Consignatiekas.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5.

Artikel 5

1. De woorden en de leestekens “, eerste lid,” moeten worden ingevoegd tussen de woorden en leestekens “artikel 32, § 2” en de woorden “van de wet”.

2. In de bepaling onder 3° zou het begrip “identificatie van de slapende safe” moeten worden verduidelijkt: gaat het enkel om de identificatiecode van de safe of, zoals in het huidige artikel 8, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 1 september 2016, om “inzonderheid de referte van het proces-verbaal van opening van de safe of van het document dat het vervangt, de datum van slapend worden van de safe, de datum van opening van de safe, de identificatiecode van de safe en van de verzegelde omslagen van de safe”?

3. In het ontworpen artikel 8, tweede lid, moeten de woorden “en waarvoor geen gegevens over de houder beschikbaar zijn”, worden ingevoegd tussen de woorden “niet identificeerbaar is” en het leesteken en de woorden “, overgedragen worden”, teneinde in overeenstemming te zijn met artikel 32/1, § 2, eerste lid, van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’.

Hoewel artikel 350, 3°, van het voorontwerp van wet ‘houdende diverse financiële bepalingen’, waarover op 9 februari 2021 advies 68.577/2 uitgebracht is, strekt tot opheffing van de woorden “en waarvoor geen gegevens over de houder beschikbaar zijn” in artikel 32/1, § 2, eerste lid, van de wet van 24 juli 2008, kan het ontwerp aan die voorgenomen wetswijziging echter geen uitvoering verlenen zolang die niet aangenomen is. In dat verband wordt verwezen naar de hierboven geformuleerde opmerking over de ontvankelijkheid van de voorliggende adviesaanvraag.

4. Het ontworpen artikel 8, tweede lid, bepaalt dat de verzegelde omslagen met de tegoeden uit de safes waarvan de verhuurder niet identificeerbaar is, “[mogen] overgedragen worden op naam van de Kas”.

Op een vraag naar de draagwijdte van het ontworpen artikel 8, tweede lid, en meer bepaald op de vraag of die overdracht op naam van de Deposito- en Consignatiekas een loutere mogelijkheid is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“[L]es enveloppes seront dans ce cas-là systématiquement transférées au nom de la Caisse. Le mot ‘peuvent’ peut être remplacé par le mot ‘sont’.”

De bepaling moet bijgevolg dienovereenkomstig worden herzien. In de Franse tekst zijn het echter de woorden “peuvent être” die moeten worden vervangen door de werkwoordsvorm “sont”.

Artikel 7

1. In de bepaling onder 1°, moeten de woorden “Art. 10.” worden weggelaten.

2. Op de vraag wat de *ratio legis* is van de bepaling onder 3°, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“[L]es titres et les devises ne sont plus transmis à la [Caisse des Dépôts et Consignations] (art. 28, § 2 de la loi)”

Die precisering zou in de bespreking van artikel 5 moeten worden opgenomen.

3. De nummering behoort te worden herzien in zoverre dit artikel geen punt 2° bevat.
4. Gelet op het feit dat in de huidige tekst van artikel 10, derde lid, van het koninklijk besluit van 1 september 2016 het werkwoord “peut” tussen de woorden “la Caisse” en de woorden “imposer des instructions” staat, dient in de Franse tekst van de bepaling onder 4° te worden geschreven dat, in die bepaling, het werkwoord “peut” vervangen wordt door de ontworpen zinsnede.

Artikel 9

Naar aanleiding van een vraag over de redenen ter rechtvaardiging van de opheffing van de verplichting om de inhoud van de safe terug te geven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

“Le contenu du coffre est vendu par le service public fédéral compétent (Finshop) (art. 32/1, § 1er, al. 2, de la loi).” Il n’y a donc plus lieu à restituer le contenu du coffre à l’ayant droit”.

Die precisering zou in de bespreking van artikel 9 moeten worden opgenomen.

Artikel 12

Naar aanleiding van een vraag over de redenen die artikel 12 verantwoorden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende toegelicht:

“Dans [l]a version actuelle [de l’article 15], il n’est pas possible de transférer les espèces trouvées dans un coffre dormant à la [Caisse des Dépôts et Consignations] en même temps que le contenu du coffre est transféré à Finshop (en vue de transférer la contre-valeur à la [Caisse des Dépôts et Consignations]).

En effet, il n’est pas précisé que le compte visé à l’article 32, § 1er, alinéa 5[,] est un compte dormant. En conséquence, lors de l’inscription des espèces sur ce compte, il faut attendre que le compte devienne dormant pour transférer les espèces à la [Caisse des Dépôts et Consignations], soit cinq ans.

Or, l’intention du législateur est de transférer toute la contre-valeur d’un coffre à la [Caisse des Dépôts et Consignations] en même temps (à tout le moins dans un temps rapproché) pour que l’ayant droit aie tous ses avoirs dormants rassemblés à un seul endroit (la [Caisse des Dépôts et Consignations]).

(...) [A]près votre interpellation, il apparaît toutefois que l’article 12 du projet (art. 15 de l’AR du 1/09/2016) n’est pas cohérent avec l’article 32 de la loi. En effet, une banque peut ouvrir un coffre avant qu’il ne soit dormant (par exemple, après une année de loyers impayés). Le cas échéant, en vertu de l’article 32 de la loi, les espèces devront être inscrites sur un compte mais ne pourront pas être transférées à la [Caisse des Dépôts et Consignations].

En conséquence, l'article 12 du projet (art. 15 de l'AR du 1/09/2016) peut être reformulé comme suit :

‘Le compte visé à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 5, 1^o, de la loi est immédiatement considéré comme un compte dormant lorsque le coffre dont les espèces sont issues est devenu dormant. Ce compte est transféré, dans le mois qui suit, à la Caisse conformément à l'article 28 de la loi sans qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle recherche au sens de l'article 26 de la loi’.

Zoals het ontworpen artikel 15 geformuleerd is, preciseert het bovendien niet meer op welke rekening de speciën kunnen worden ingeschreven (in tegenstelling tot het huidige artikel 15 van het koninklijk besluit van 1 september 2016).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il y a lieu effectivement de maintenir la disposition qui précise sur quel compte les espèces peuvent être inscrites. Le projet vise uniquement à préciser que ce compte est immédiatement considéré comme un compte dormant lorsque le coffre dont les espèces sont issues est devenu dormant.”

Ingevolge de antwoorden van de gemachtigde moet artikel 12 worden herzien teneinde, enerzijds, te preciseren op welke rekening de speciën kunnen worden ingeschreven en, anderzijds, elke strijdigheid met artikel 32 van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’ weg te nemen.

Artikel 13

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 15/1, eerste lid, moet het woord “fédéral” worden ingevoegd tussen het woord “public” en het woord “compétent”.
2. De steller van het voorliggende ontwerp moet erop toezien dat beide taalversies van de eerste zin van het ontworpen artikel 15/1, tweede lid, met elkaar overeenstemmen.

Artikel 15

1. Artikel 15 bevat geen nadere regels voor de toegang tot de registers.

In de bespreking van het artikel staat daarover het volgende te lezen:

“De communicatie tussen de burgers en de Caisse wordt uitgevoerd overeenkomstig de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas.

De burgers kunnen nagaan of ze slapende tegoeden hebben via de toepassing MyMinFin. De identificatie van de burger via deze toepassing waarborgt een vaststaande identiteit. De door de Kas ontwikkelde toepassing, zal onmiddellijk kunnen vaststellen of er een slapend tegoed is geregistreerd onder het rijksregisternummer dat is ingevoerd door de burger.”

Hetzelfde geldt voor de zoekopdrachten om na te gaan of er een slapend tegoed is geregistreerd op naam van een derde, waarbij de bespreking van het artikel preciseert dat de zoekopdracht ook in dit geval zal gebeuren via de applicatie MyMinFin.

Artikel 6 van de wet van 11 juli 2018 voorziet in het gebruik van een elektronische toepassing die toelaat goederen te consigneren en de teruggave ervan te vragen. Ze geeft dus geen toegang tot de registers om na te gaan of een slapend tegoed is geregistreerd op eigen naam.

In artikel 7, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt bovendien het volgende gepreciseerd:

“Elke uitwisseling van informatie tussen de Deposito- en Consignatiekas en de burgers en rechtspersonen die rechtsgevolgen teweegbrengt wordt ingediend langs elektronische weg. Daartoe stelt de Deposito- en Consignatiekas, via een beveiligd elektronisch platform[,], de nodige elektronische diensten ter beschikking van de burgers en rechtspersonen.”

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'idée derrière l'article 15 du projet est que la consultation et l'accès aux registres se font comme un échange d'information entre l'utilisateur et la CDC, même s'il n'est pas de nature à produire des effets de droit. Il doit se faire également, de préférence, par voie électronique.”

Gelet op het antwoord van de gemachtigde verdient het dan ook aanbeveling om, tegelijkertijd met de vaststelling van het ontworpen besluit, ook artikel 7 van de wet van 11 juli 2018 aan te vullen teneinde de raadpleging van de registers erin op te nemen in het geval waarin die raadpleging geen rechtsgevolgen kan hebben. Artikel 15 van het ontwerp is slechts toelaatbaar op voorwaarde dat een dergelijke aanvulling opgenomen wordt in de regelgeving.

2. Het ontworpen artikel 17, eerste lid, strekt ertoe iedere persoon rechtstreeks toegang te geven tot de registers om na te gaan of een slapend tegoed op zijn naam geregistreerd is en voorziet niet meer in de mogelijkheid om de Deposito- en Consignatiekas te verzoeken om dergelijke opzoekingen voor zijn rekening te verrichten.

Artikel 20, eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 september 2016 behoort bijgevolg in die zin te worden aangepast.

Bovendien moet het ontworpen artikel 17 - naar het voorbeeld van wat bepaald is in artikel 20, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 september 2016, dat bij artikel 16, 3°, van het voorliggende ontwerp opgeheven wordt - aangevuld worden teneinde nauwkeurig te bepalen tot welke gegevens van de registers de personen die van een rechtmatig belang doen blijken, toegang hebben en de Deposito- en Consignatiekas verzoeken om opsporingen te verrichten naar slapende tegoeden die op naam van derden geregistreerd zijn.

3. Het ontworpen artikel 17, tweede lid, moet worden aangevuld teneinde de regels voor de controle van het rechtmatig belang vast te leggen (aangezien artikel 16, 2°, van het voorliggende ontwerp strekt tot opheffing van artikel 19 van het koninklijk besluit van 1 september 2016).

4. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Nederlandse tekst de woorden “ter beschikking is gesteld” telkens worden weggelaten.

Artikel 17

Zoals het is gesteld, is artikel 17 te vaag.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

“L'article 30 actuel de l'AR du 1er septembre 2016 dispose que *‘l'article 8, alinéa 2, cesse d'être en vigueur le 1er janvier 2020’*.

L'article 8, al. 2 actuel de l'AR du 1er septembre 2016 dispose que *‘En dérogation à l'alinéa 1er, 2° les enveloppes scellées des avoirs de coffres anciens dont le titulaire n'est pas identifiable et pour lesquels aucune donnée du titulaire n'est disponible, peuvent être transférés au nom de la Caisse’*.

Les banques n'ont jamais exécuté cet alinéa.

Notre intention est de remplacer l'article 8, al. 2 pour préciser que les coffres, tant ‘anciens’ que les coffres ‘nouveaux’, dont le titulaire n'est pas identifiable peuvent être transférés au nom de la Caisse.

Il faut donc que l'article 8, al. 2, soit à nouveau en vigueur malgré le fait qu'il ait cessé d'être en vigueur au 1er janvier 2020.

Il s'agit un problème légistique pour lequel la réponse n'a pas été trouvée dans le manuel.”

Gelet op het antwoord van de gemachtigde, zou artikel 30 van het koninklijk besluit van 1 september 2016 niet vervangen, maar wel opgeheven moeten worden zodat het nieuwe artikel 8, tweede lid, van dat besluit, in de versie die voortvloeit uit artikel 5 van het ontwerp, volledig van toepassing zou zijn zodra artikel 17 van het ontwerp, waarbij artikel 30 van het koninklijk besluit van 1 september 2016 wordt opgeheven, en artikel 5 van het ontwerp gelijktijdig in werking treden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT